



Pour une autre gestion de la crise sanitaire :

Anticiper, Favoriser la vaccination, Investir dans les services publics

Après 18 mois de crise sanitaire, la sortie de crise s'éloigne: nous sommes désormais dans une 4ème vague. Le gouvernement, qui a souvent pris des décisions sans tenir compte des avis des médecins et des scientifiques, porte une lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation.

La vaccination est nécessaire pour combattre l'épidémie. C'est le cas à l'échelle mondiale, raison pour laquelle la FSU s'implique dans la campagne pour la levée des brevets pour permettre l'accès à la vaccination le plus rapidement possible pour l'ensemble de l'humanité. Or, le Président de la République continue à s'y opposer.

En France, un pass sanitaire est obligatoire à l'entrée de certains lieux. La date du 15 septembre est donnée comme date butoir d'obligation vaccinale pour certaines professions. Les délais sont scandaleusement courts quand on sait qu'il faut plusieurs semaines entre les deux injections, que les rendez-vous ont été pendant longtemps et sont de nouveau aujourd'hui saturés, faute de stocks suffisants, et que l'accès à la vaccination n'est pas une évidence pour un certain nombre de populations en particulier les plus fragiles (difficultés à prendre un rendez-vous sur internet, etc.).

La FSU n'a cessé de réclamer une priorité de vaccination pour les personnels qui le souhaitent, d'autant que les professions des services publics sont souvent fortement exposées au virus. Or, les pseudo-priorités comme celles prétendument données aux enseignants pour se faire vacciner, n'ont jamais eu lieu.

User de la coercition et de la pression sans développer tous les outils d'une politique de prévention et de protection est inefficace. Il faut aussi convaincre, étendre la politique vaccinale, informer: aucune campagne d'information simple et accessible n'a été faite sur la vaccination et ses enjeux. Cette carence se paye très cher aujourd'hui et renforce la défiance et les tensions. La FSU dénonce fermement les propos et les actes antisémites et racistes des manifestations du week-end dernier.

Il faut aujourd'hui à la fois accélérer l'élargissement de la couverture vaccinale et améliorer les conditions de protection des agent.es et des usager.es dans les services publics. Des mesures comme la levée du jour de carence en cas d'effets secondaires du vaccin, sa suppression a minima en temps d'épidémie, ou encore le fait de faciliter la vaccination sur le temps de travail pourraient participer de cet effort et in fine emporter la conviction. Les ministères concernés doivent aussi apporter des plans de protection des agent.es et des usager.es: aération, moyens supplémentaires, organisation des services, etc. Encore une fois, rien n'est prêt si ce n'est les mesures disciplinaires pour les personnels, ce qui ne correspond pas à la situation sanitaire qui demanderait l'adhésion des agent.es: les mesures coercitives risquent d'engendrer, à l'inverse de l'objectif recherché, incompréhension et mécontentement. Le gouvernement répète les mêmes erreurs, sans écouter les représentant.es des personnels.

Enfin, la FSU dénonce la manière dont le président de la République a remis sur la table, en même temps que les annonces sanitaires, la réforme de l'assurance chômage ou encore celle des retraites. Profiter de la situation pour mener à bien des réformes régressives, anti sociales et faire payer la crise aux travailleurs-euses n'est pas acceptable. La crise au contraire a montré le besoin de protections collectives et le manque d'investissements dans les services publics, à commencer par l'hôpital et le système de santé. C'est à cela qu'il faut travailler pour sortir enfin de cette crise. La FSU appellera à se mobiliser pour une rentrée sociale, pour défendre les droits sociaux et les libertés.